



## Westminster & City News

NUMÉRO 10

Du 8 au 14 mars 2019

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**Spring Statement : les marges de manœuvre budgétaires restent conditionnées au type de sortie de l'UE** – Le Chancelier Hammond a laissé entendre qu'un accord sur le Brexit permettrait d'utiliser les marges budgétaires pour le financement de services publics sous tension. En cas d'accord, une *Spending Review* pour définir les dépenses allouées aux ministères au cours des trois prochaines années serait lancée dès l'été 2019. Le Chancelier reste très optimiste sur la situation économique et budgétaire du pays. L'incertitude liée au Brexit et le ralentissement des économies avancées abaissent les prévisions de croissance à 1,2 % en 2019 mais le scénario ne s'est pas dégradé sur cinq ans. Les finances publiques se sont fortement améliorées et le déficit devrait atteindre seulement 22,8 Md£ en 2018-19 grâce à des recettes budgétaires plus élevées et des intérêts sur la dette plus faibles. Sur cinq ans, le déficit serait 30 Md£ plus faible que prévu. Les prévisions de l'OBR restent toutefois conditionnées à une sortie en douceur avec une période de transition de deux ans.

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

**La croissance du PIB dépasse les prévisions pour le mois de janvier** – La croissance mensuelle a atteint 0,5 % (après 0,4 % en décembre) contre 0,2 % selon le consensus des prévisions. Le glissement sur trois mois se maintient toutefois à 0,2 % comme au T4 2018. Les PMI laissaient présager des performances bien plus ternes en janvier. En effet, ces indicateurs ne prennent pas en compte les ventes au détail dont le dynamisme semble indiquer que la bonne croissance des salaires affecte davantage la consommation des ménages que les incertitudes politiques. Le secteur pharmaceutique – une composante volatile – a également contribué au dynamisme de janvier. Si la croissance reste essentiellement tirée par les services (qui représentent environ 80 % de l'économie britannique), la production industrielle et la construction ont rebondi en janvier.

**Un accord sur le Brexit ne se traduirait pas en rebond des investissements d'après J. Haskel** – Lors de son premier [discours](#) en tant que membre du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, Jonathan Haskel a déclaré que, même si un accord de retrait était trouvé avant le 29 mars, les incertitudes se maintiendraient sur la relation future entre le Royaume-Uni et l'UE et empêcheraient un rebond des investissements. L'interrogation principale sur la situation commerciale (union douanière ou accord de libre-échange) restera la première inconnue pour les investisseurs. L'atonie des investissements pourrait donc se maintenir au cours des prochaines années. L'analyse de J. Haskel s'oppose ainsi à celle de Ph. Hammond qui considère que la signature de l'accord de retrait du gouvernement permettra un rebond des investissements. Les incertitudes associées aux négociations du Brexit expliqueraient 3,5 pts des 5 % de baisse de la croissance des investissements depuis le référendum.

#### COMMERCE ET INVESTISSEMENT

**Le déficit commercial du Royaume-Uni augmente de 2,4 Md£ sur les trois derniers mois** – Selon l'[ONS](#), cette variation résulte d'une baisse de 1,5 % des exportations de biens de novembre 2018 à janvier 2019 et d'une hausse de 0,8 % des importations. Cette tendance est confirmée par les données en volume (-0,7 % pour les exportations

de biens et +2,0 % pour les importations). Les échanges d'hydrocarbures ont contribué à hauteur de 600 M£ environ à l'augmentation du déficit. Sur le plan géographique, les échanges de biens avec les pays tiers diminuent (-4,4 % pour les exportations et -2,1 % pour les importations) tandis que ceux avec les pays de l'UE augmentent (+1,6 % pour les exportations et +3,5 % pour les importations). Par ailleurs, les données en volume ne montrent pas de hausse marquée des importations depuis l'UE (+0,4 % sur les six derniers mois).

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### BREXIT

**Irlande et Luxembourg seraient les principaux pays de demandes de licences dans le contexte du Brexit** – Un [rapport](#) de *Financial News* révèle que 269 institutions financières ont déjà relocalisé dans l'UE27 ou sont sur le point de le faire, et estime à 5 000 le nombre d'emplois qui pourraient être transférés ou créés en Europe. En termes de licences et d'expansion de hubs, la répartition de ces relocalisations se ferait prioritairement en faveur de Dublin (100 entreprises), Luxembourg (60), Paris (41), Francfort (40) et Amsterdam (32). Les banques auraient prioritairement choisi Paris et Francfort tandis que Dublin et Luxembourg attireraient plutôt les gestionnaires d'actifs. Un certain nombre d'entreprises ont décidé de diversifier leurs relocalisations (banque d'investissement et de marché à Francfort et Paris, et gestion d'actifs à Dublin pour Goldman Sachs par exemple). Selon les analystes, ces relocalisations qui ne représentent, pour les plus importantes d'entre elles, que 10% des effectifs d'une entreprise, ne devrait pas remettre en question la position de Londres comme grande place financière.

### RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

**Le Parlement appelle à un renforcement des règles de lutte contre la criminalité financière** – Le *Treasury Select Committee* de la Chambre des Communes publie un [rapport](#) appelant à une révision en profondeur du régime de supervision anti-blanchiment. Il attend une refonte du mécanisme de l'*Office for Professional Body Anti-Money Laundering Supervision*, jugé trop limité, au profit d'un superviseur des superviseurs. Sont aussi préconisés l'enregistrement systématique des agents immobiliers par le HMRC et l'engagement d'une réforme de la responsabilité des entreprises sur laquelle le gouvernement se montre trop frileux. Le *Select Committee on the Bribery Act 2010* de la Chambre des [Lords](#) souhaite, pour sa part, que l'intentionnalité de l'infraction (*directing mind*) soit remplacée, dans les cas de fraude, par l'infraction de « défaut de prévention (d'un acte délictuel) » aujourd'hui applicable aux seuls faits de corruption. Les Lords préconisent enfin que l'opportunité de la procédure de transaction pénale (*deferred prosecution agreement*) soit étendue aux cas de fraude des entreprises.

**La FCA et la PRA lancent officiellement le *Climate Financial Risk forum*** – Ce [forum](#), conjoint aux deux autorités, doit permettre d'assister les institutions financières dans la prise en compte des risques climatiques au travers de solutions pratiques. Composé de représentants de toutes les catégories d'institutions financières, de taille et de volumes d'activités différents, il sera une plateforme d'échange de bonnes pratiques et de partage d'expériences. Une première réunion a décidé la création de quatre groupes de travail portant sur la gestion du risque, l'analyse de risque, la publication des informations (*disclosure*) et l'innovation. Ils devront produire des lignes directrices sur chacune de ces thématiques avant une diffusion plus large auprès de l'industrie.

**La FCA confirme son intention d'interdire les commissions perçues par les plateformes d'investissement** – Dans son [rapport](#) final sur le marché des plateformes d'investissement, la FCA a mis en lumière des pratiques jugées abusives en matière de transfert de portefeuilles d'actions tant en ce qui concerne les commissions facturées (la société Hargreaves Lansdown, un des plus gros opérateurs britanniques, facturerait près de 800 £ pour un portefeuille de 30 actions) que les conditions imposées pour le transfert (certaines plateformes prennent un délai de plusieurs semaines pour opérer le transfert). La FCA a lancé une [consultation](#) qui prendra fin au mois de juin 2019 relative au contour des commissions appliquées aujourd'hui et à l'opportunité de les interdire ou de les plafonner. Un régime révisé de gestion des plateformes d'investissement devrait être proposé dans la foulée.

### BANQUES

**Natwest, Lloyds et Barclays créent des succursales communes pour leurs clients professionnels** – Cette initiative est une réponse aux inquiétudes exprimées ces dernières semaines par les associations de consommateurs et le Parlement face à la fermeture d'un nombre de plus en plus important d'agences bancaires (de 11 365 en 2007

à 7 207 en 2018). Ces infrastructures communes se présenteront comme des mini-succursales qui permettront aux clients professionnels des trois banques (petits commerçants en particulier) d'effectuer des opérations en espèces et par chèques, ainsi que des activités de change. Ces structures auront des horaires d'ouverture étendus (8h à 20h) et seront présentes dans six villes (Birmingham, Manchester, Crosby, Londres, Leicestershire et Bristol).

**La FCA enquête sur la politique de conformité de Revolut** – Le Telegraph a révélé que Revolut n'aurait pas respecté ses obligations de vérification de conformité des transactions financières aux listes de sanctions financières internationales en stoppant son processus de *screening* pendant plusieurs mois au cours de l'année 2018. La banque en ligne s'est défendue en indiquant qu'un tel arrêt du *screening* avait été justifié par le lancement d'un test sur une application nouvelle qui n'avait pas entraîné d'interruption de la vérification des transactions. Ces derniers mois, Revolut a fait l'objet de nombreuses critiques sur ses pratiques managériales, son non-respect des règles du droit du travail et ses difficultés à mettre à jour ses systèmes de conformité. En réaction, Revolut a annoncé l'embauche d'un directeur de Standard Life Aberdeen comme conseiller spécial et d'une ancienne employée de Deloitte pour renforcer son équipe conformité.

## FINTECH

**La startup japonaise Uhuru pourrait s'introduire sur le marché londonien** – Soutenue par la banque japonaise SoftBank et spécialisée dans la connexion d'appareils mobiles au cloud, la start-up chercherait à développer son marché en dehors du Japon. Si elle était confirmée, cette inscription à la bourse de Londres serait relativement inédite alors que les entreprises japonaises privilégient le marché américain. Le premier appel public à l'épargne serait en cours mais les dirigeants n'ont pas encore donné de calendrier précis. L'an dernier, la startup a reçu un investissement de 3,5 M£ de SoftBank Corp, et est soutenue par Mitsui & Co et Dentsu. Uhuru ne compte actuellement que trois employés à Londres mais souhaiterait étendre son personnel à 100 personnes, principalement des ingénieurs.

## AUDIT

**Le FRC cherche à renforcer la crédibilité des auditeurs sur la viabilité des entreprises en difficulté** – Le régulateur comptable veut imposer de nouvelles obligations aux auditeurs britanniques lorsqu'ils évaluent si une entité est en mesure de poursuivre ses activités, de manière à renforcer la crédibilité de leurs conclusions. Le FRC souhaite notamment insérer, via une révision de la norme internationale d'audit ISA (UK) 570, une obligation pour les auditeurs de formuler un avis explicite sur la pertinence de l'évaluation de la direction sur la poursuite de l'exploitation, avec une mention supplémentaire (explicite également) sur le risque de biais de la direction. Le régulateur comptable a ouvert une [consultation](#) publique sur le sujet le 4 mars.

**Le FRC devrait être dissous au profit d'un nouveau régulateur comptable** – Le gouvernement a [annoncé](#) la création d'un nouveau régulateur comptable, l'*Audit Reporting and Governance Authority* (ARGA), qui se substituera au *Financial Reporting Council* (FRC) dans son rôle de régulation du marché de l'audit. Ce nouveau régulateur comptable, doté de davantage de pouvoirs, sera notamment en mesure d'infliger des amendes plus importantes et de poursuivre les directeurs des entreprises auditées. L'annonce du gouvernement, qui intervient dans le sillon de la publication du rapport Kingman sur le rôle du FRC, vise à restaurer davantage de confiance sur le marché de l'audit, après plusieurs faillites de premier plan (BHS, Carrillion et Pâtisserie Valérie). Une période de consultation de 11 semaines a été ouverte pour déterminer les attributions futures de l'ARGA et les modalités de transition entre les deux régulateurs. Le président du FRC Stephen Hadrill démissionnera d'ici décembre 2019.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Laura Guenancia, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 14 mars 2019

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance 2018	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel (T4 2018)		0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,3%	1,9%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,0%	2,3%
	Consommation	1,9%	2,5%
	Dépenses publiques	0,2%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,2%	2,9%
	Importations (B&S)	0,8%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,9%	1,2%
	Secteur de la construction	0,7%	4,2%
	Secteur des services	1,7%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,2%	0,5%
	Ventes au détail	2,6%	3,2%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,0%	4,5%
Taux d'emploi		75,8%	75,0%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	2,9%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,0%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,5%	-1,4%
Balance des biens		-6,6%	-6,6%
Balance des services		5,0%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,17
	GBP/USD	1,29	1,33

Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité horaire, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.